

Cote du document: EB/2013/LOT/G.17
Date: 8 novembre 2013
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Shantanu Mathur
Chef du Secrétariat des dons
téléphone: +39 06 5459 2515
courriel: s.mathur@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Recommandation pour approbation	1
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	2
Annexes	
I. Institut international d’agriculture tropicale (IITA): Renforcer la compétitivité des filières de la farine de manioc de haute qualité en Afrique de l’Ouest et du Centre	4
II. Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA): Systèmes de production agricole intégrée pour les populations pauvres et vulnérables des zones arides	10
III. Centre international d’agriculture tropicale (CIAT): Renforcer la sécurité alimentaire et la résilience des systèmes agricoles en Afrique de l'Est grâce à l'adoption à grande échelle de pratiques agricoles intelligentes face au climat	15
IV. Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI): Possibilités d'améliorer l’agriculture paysanne en Afrique subsaharienne grâce à la gestion durable de l'eau, des terres et des écosystèmes	21

Sigles et acronymes

AIFC	Agriculture intelligente face au climat
AOC	Afrique de l’Ouest et du Centre
CCAFS	Programme de recherche sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire
CIAT	Centre international d’agriculture tropicale
CPP	Comité du pilotage du programme
CSI	Comité scientifique indépendant
ETE	Eau, terres et écosystèmes
FAO	Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture
FMHQ	Farine de manioc de haute qualité
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
GEA	Gestion de l’eau agricole
ICARDA	Centre international de recherches agricoles dans les zones arides
IITA	Institut international d'agriculture tropicale
IWMI	Institut international de gestion des ressources en eau
NRCRI	National Root Crops Research Institute
RAD	Recherche agricole pour le développement

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI, telle qu'elle figure au paragraphe 8.

Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant quatre propositions de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par des centres internationaux bénéficiant du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 8 millions d'USD.

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui aux programmes de recherche et de formation menés par les centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI ci-après: l'Institut international d'agriculture tropicale; le Centre international de recherche agricole dans les zones arides; le Centre international d'agriculture tropicale; et l'Institut international de gestion des ressources en eau.
2. Les documents relatifs aux dons soumis au Conseil d'administration pour approbation figurent en annexe au présent rapport:
 - i) Institut international d'agriculture tropicale (IITA): Renforcer la compétitivité des filières de la farine de manioc de haute qualité en Afrique de l'Ouest et du Centre;
 - ii) Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA): Systèmes de production agricole intégrée pour les populations pauvres et vulnérables des zones arides;
 - iii) Centre international d'agriculture tropicale (CIAT): Renforcer la sécurité alimentaire et la résilience des systèmes agricoles en Afrique de l'Est grâce à l'adoption à grande échelle de pratiques agricoles intelligentes face au climat;
 - iv) Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI): Possibilités d'améliorer l'agriculture paysanne en Afrique subsaharienne grâce à la gestion durable de l'eau, des terres et des écosystèmes.
3. Les objectifs et la teneur des programmes considérés sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'à la politique du Fonds en matière de financement sous forme de dons.
4. L'objectif stratégique primordial qui guide la Politique révisée du FIDA en matière de dons, approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009, est de promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou novatrices ainsi que des politiques et institutions qui favorisent le développement agricole et rural en donnant aux populations pauvres, femmes et hommes, des zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.
5. La politique vise l'obtention des résultats ci-après: a) les activités novatrices sont favorisées et des technologies et approches innovantes sont élaborées en appui au groupe cible du FIDA; b) la sensibilisation, le plaidoyer et la concertation sur des

questions concernant directement les populations rurales pauvres sont encouragés par le groupe cible et en son nom; c) l'aptitude des institutions partenaires à offrir toute une gamme de services en faveur des populations rurales pauvres est renforcée; et d) l'apprentissage sur la base des enseignements tirés de l'expérience ainsi que la gestion et la diffusion des savoirs en relation à la réduction de la pauvreté rurale sont encouragés auprès des parties prenantes, tant au niveau régional qu'interrégional.

6. Les programmes sont conformes à l'objectif et aux résultats escomptés de la politique révisée du FIDA en matière de dons. Ils sont également conformes au Cadre stratégique du FIDA 2011-2015, dans la mesure où ils contribueront à la réalisation de plusieurs de ses objectifs stratégiques. Ils sont particulièrement pertinents pour les objectifs thématiques suivants: la base de ressources naturelles et d'actifs économiques à l'intention des populations rurales pauvres, femmes et hommes; la transformation des marchés; et l'accès des femmes et des hommes pauvres des zones rurales à des services susceptibles de réduire la pauvreté, d'améliorer la nutrition et d'accroître les revenus. Les programmes permettront aux populations rurales pauvres et à leurs organisations d'être mieux à même de gérer des entreprises agricoles et non agricoles rentables, durables et résilientes ou de tirer parti de possibilités de travail satisfaisantes. Ils créeront également des contextes institutionnels et politiques susceptibles de favoriser la production agricole et tout la gamme d'activités non agricoles connexes.
7. Les dons proposés seront décaissés par le biais du Fonds du GCRAI, qui est un fonds fiduciaire multidonateur administré par la Banque mondiale et régi par le Conseil du Fonds du GCRAI¹. L'affectation des fonds d'un don par le biais de l'administrateur du Fonds du GCRAI comporte des frais additionnels à hauteur de 2%, à verser sur la base d'un partage des coûts à la Banque mondiale en sa qualité d'administrateur du Fonds du GCRAI, conformément au règlement et aux règles du Conseil du Fonds, en sus des frais généraux à charge du bénéficiaire.

Deuxième partie – Recommandation

8. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme "Renforcer la compétitivité des filières de la farine de manioc de haute qualité en Afrique de l'Ouest et du Centre", accordera, par l'intermédiaire de l'administrateur du Fonds du GCRAI, un don ne dépassant pas deux millions cinq cent mille dollars des États-Unis (2 500 000 USD) à l'Institut international d'agriculture tropicale. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme en faveur des "Systèmes de production agricole intégrée pour les populations pauvres et vulnérables des zones arides", accordera, par l'intermédiaire de l'administrateur du Fonds du GCRAI, un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) au Centre international de recherches agricoles dans les zones arides. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme "Renforcer la sécurité alimentaire et la résilience des systèmes agricoles en Afrique de l'Est grâce à l'adoption à grande échelle de pratiques agricoles intelligentes face au climat", accordera, par l'intermédiaire de

¹ Le Conseil est l'organe décisionnel du Fonds du GCRAI qui représente tous les donateurs du Fonds du GCRAI.

l'administrateur du Fonds du GCRAI, un don ne dépassant pas deux millions de dollars des États-Unis (2 000 000 USD) au Centre international d'agriculture tropicale. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme relatif aux "Possibilités d'améliorer l'agriculture paysanne en Afrique subsaharienne grâce à la gestion durable de l'eau, des terres et des écosystèmes", accordera, par l'intermédiaire de l'administrateur du Fonds du GCRAI, un don ne dépassant pas deux millions de dollars des États-Unis (2 000 000 USD) à l'Institut international de gestion des ressources en eau. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Institut international d'agriculture tropicale (IITA): Renforcer la compétitivité des filières de la farine de manioc de haute qualité en Afrique de l'Ouest et du Centre

I. Contexte

1. Le Nigéria est le premier producteur mondial de manioc. On estime que près de 69% des agriculteurs nigériens participent à la production de manioc. La plupart sont de petits agriculteurs qui possèdent des exploitations d'une superficie moyenne d'un demi-hectare. Ils cultivent le manioc comme culture de subsistance, ou pour le marché alimentaire traditionnel, mais ils sont peu orientés vers la commercialisation. Le rendement moyen par hectare du manioc est faible, bien que les rendements aient augmenté progressivement ces trente dernières années (de 10,5 tonnes par hectare au début des années 1970 à 14,3 tonnes par hectare en 2011). L'adoption généralisée de variétés de manioc de qualité, à haut rendement, résistantes aux maladies et à maturité précoce est le facteur qui a le plus contribué à l'augmentation de la production. Les variétés ont été développées par l'IITA, en partenariat avec le National Root Crops Research Institute (NRCRI) du Nigéria, et d'autres parties prenantes, et distribuées dans tout le Nigéria de 1987 à 1996 à travers le Programme d'expansion des racines et tubercules financé par le FIDA.
2. Au Nigéria, 90 à 95% de la production de manioc est destinée à l'alimentation sous différentes formes, et 5 à 10% est utilisée comme matériau industriel secondaire sous la forme de farine de manioc de haute qualité (FMHQ), d'amidon, de sirop de glucose, etc. Le Gouvernement du Nigéria a conscience du potentiel de la farine de manioc pour la fabrication du pain et a tenté à plusieurs reprises de développer ce secteur, notamment par le biais de l'adoption d'une politique obligeant l'industrie du pain à remplacer un minimum de 10% de farine de blé par de la FMHQ. Cette politique devrait engendrer une demande potentielle de 220 000 tonnes de manioc par an pour la FMHQ, nécessitant l'équivalent de 880 000 tonnes de racines fraîches, qui devront être fournies par les petits agriculteurs du pays. L'objectif à long terme du gouvernement est d'augmenter la proportion de farine de manioc à 40%.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

3. Le programme mettra à profit les acquis réalisés dans le cadre de la recherche agricole pour le développement (RAD) financée par le FIDA visant à favoriser les investissements dans la filière du manioc au Nigéria. Le programme permettra de tester des technologies de transformation et de reproduire et de développer à plus grande échelle les technologies les plus efficaces dans d'autres régions de l'Afrique subsaharienne. L'objectif est de trouver de nouveaux usages domestiques et commerciaux pour le manioc, afin de renforcer la sécurité alimentaire des ménages, de réduire la pauvreté rurale, de créer des emplois et de réaliser des économies, en devises, sur les importations de produits alimentaires. En vue de développer de nouvelles possibilités de commercialisation pour le manioc, l'IITA, en collaboration avec des institutions nationales, a testé différentes approches pour faciliter une intégration verticale des petits exploitants aux marchés, à travers le développement de nouveaux produits alimentaires, la transformation à petite échelle, et des stratégies de commercialisation innovantes. La technologie qui permet de transformer les racines de manioc en farine de manioc non fermentée de haute qualité est relativement simple. Cette farine est sûre et permet de produire une farine composite qui peut être utilisée pour la fabrication du pain, et qui pourrait représenter un moyen important d'accroître la compétitivité de la filière du manioc. Dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC), le Gouvernement du Nigéria a déjà pris les devants et souhaite adopter une politique visant à

promouvoir la production de pain à partir de la farine composite de manioc-blé. Le programme vise à encourager d'autres pays de la région à adopter des politiques similaires. Il démontrera la viabilité, la valeur marchande et la rentabilité de la farine composite, et la contribution que celle-ci peut représenter pour améliorer les moyens de subsistance en milieu rural, la sécurité alimentaire et les revenus et pour créer des emplois en milieu rural, en Afrique de l'Ouest et du Centre. La farine de manioc est une utilisation alternative importante du manioc, essentielle pour accélérer la commercialisation de ce secteur, notamment par le biais des programmes de prêts financés par le FIDA dans la région.

III. Le programme proposé

4. L'objectif global du programme est d'assurer la sécurité alimentaire et de réduire la pauvreté grâce à une meilleure utilisation des connaissances et des innovations agricoles. Les objectifs du programme sont les suivants:
 - a) soutenir l'élaboration, la diffusion et l'adoption de technologies améliorées pour la production et la transformation du manioc;
 - b) développer et réaliser des essais pilotes intégrant les options les plus prometteuses pour la production, la transformation et la commercialisation de la FMHQ, y compris la promotion de l'accès au marché des produits secondaires; et
 - c) développer et promouvoir des modèles fondés sur des preuves pour le développement de filières durables pour les produits agricoles africains, en utilisant la production et la transformation de la FMHQ comme modèle.
5. Le groupe cible inclura diverses parties prenantes tout au long de la filière de la FMHQ. Il s'agira notamment de petits exploitants agricoles et d'associations d'agriculteurs, de jeunes qui participent à tous les niveaux de la filière du manioc, d'agriculteurs-transformateurs, de producteurs, de fournisseurs d'intrants agricoles, de minotiers de manioc, de boulangeries, de transporteurs, d'organismes de réglementation des aliments, de chercheurs, d'agents de vulgarisation et de consommateurs.
6. Le programme durera trois ans et sera organisé autour de trois thèmes de recherche stratégiques:
 - a) **Analyse et synthèse des systèmes:** qui visera à fournir un cadre d'analyse, couvrant les institutions et les parties prenantes, afin d'identifier des trajectoires alternatives, les goulots d'étranglement et les possibilités de poursuivre les objectifs de la Stratégie et du cadre de résultats du GCRAI.
 - b) **Amélioration des systèmes intégrés:** qui comprendra la recherche intégrée sur le terrain et les aspects socio-économiques du programme, y compris l'intégration aux marchés, les produits à forte valeur ajoutée, la disponibilité des technologies éprouvées et des intrants agricoles, l'accès aux marchés des produits de base et les implications sociales d'un renforcement de l'intégration aux marchés.
 - c) **Reproduction à plus grande échelle et innovation institutionnelle:** qui visera à faire progresser les résultats obtenus en matière de développement dans des domaines d'action en vue de renforcer les capacités et l'efficacité institutionnelles; à offrir des possibilités formelles pour les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables; à adapter et optimiser les voies de transfert des technologies éprouvées; et à fournir une infrastructure de soutien.

IV. Produits et avantages escomptés

7. Les cinq résultats escomptés sont les suivants:
- **Analyse et synthèse de la structure et des performances des secteurs du manioc à l'échelle nationale et régionale**, notamment les aspects concernant la production et la transformation, et l'identification des interventions permettant d'améliorer les performances des acteurs du secteur et de les intégrer verticalement aux débouchés commerciaux;
 - **Augmentation de la productivité des racines de manioc**. Cela impliquera la reproduction à plus grande échelle des innovations axées sur le marché les plus efficaces en matière de production et de transformation de la FMHQ, en vue de transformer des segments ad hoc de la filière en entreprises commerciales à part entière;
 - **Transformation et amélioration de la facilité d'utilisation de la FMHQ**. Le programme soutiendra l'application et l'adaptation de processus de transformation et de gestion de la qualité de la FMHQ, novateurs, rentables et axés sur le marché, afin de garantir des produits de qualité, conformes aux exigences du marché;
 - **Développement du marché de la FMHQ**. Cela impliquera le développement d'une stratégie efficace de commercialisation et des mécanismes institutionnels pour une commercialisation durable de la FMHQ et de ses produits, ainsi qu'un cadre politique approprié pour transformer le secteur du manioc du Nigéria, en vue d'une transposition dans d'autres pays de l'AOC.
 - **Documentation et partage des connaissances**. Le programme identifiera, définira et évaluera l'impact des nouvelles techniques pour l'intensification de la production, de la transformation et de la commercialisation et les innovations institutionnelles qui favorisent l'intégration équitable au marché des producteurs, des transformateurs et des négociants de manioc, y compris dans les projets de développement financés par le FIDA dans la région.
8. Les **avantages escomptés** incluent:
- l'amélioration des performances de l'ensemble de la chaîne de valeur de la FMHQ afin d'optimiser les revenus de tous les acteurs de la filière;
 - une répartition plus équitable des bénéfices au profit de tous les acteurs de la filière de la FMHQ, une attention particulière étant portée à l'équité entre les sexes;
 - un renforcement de la capacité des acteurs de la filière de la FMHQ à saisir le potentiel des innovations qui leur permettront d'accroître leurs revenus; et
 - l'identification et l'exploitation des multiples usages du manioc pour améliorer les moyens de subsistance.

V. Modalités d'exécution

9. Le programme sera mis œuvre dans le cadre d'un programme de l'IITA à l'appui des zones tropicales humides. Il sera exécuté en partenariat avec les systèmes nationaux de recherche agricole, le secteur privé, des ONG et des universités, avec le soutien du GCRAI. Les ONG participantes seront choisies parmi celles qui collaborent déjà à la mise en œuvre des opérations financées par le FIDA dans la région AOC. Le comité de pilotage du programme (CPP) sera dirigé par le directeur du programme de recherche du GCRAI et sera composé du coordinateur du projet et de représentants de l'IITA, du NRCRI et de l'Université d'Ibadan; il invitera des membres des équipes de gestion des programmes financés par le FIDA (en particulier le Programme de développement des filières, le Programme de renforcement des institutions financières rurales et le Programme de gestion

communautaire des ressources naturelles – Delta du Niger), afin d'assurer une synergie entre les différents prêts et dons. Le CPP examinera, modifiera et approuvera les plans de travail et budgets annuels et les rapports annuels (techniques et financiers). En interne, des rapports d'activité concernant l'ensemble des activités du programme seront fournis tous les six mois à la direction du programme, et serviront de base à l'élaboration du rapport d'activité annuel et des rapports financiers devant être fournis au FIDA. Le FIDA examinera les rapports annuels et fournira des commentaires/recommandations le cas échéant.

10. L'exécution du programme se poursuivra conformément aux procédures de gestion financière et aux directives du FIDA concernant la passation des marchés, la comptabilité, la communication de l'information financière et l'audit, ainsi qu'aux dispositions et exigences d'ordre fiduciaire. Un accord de contribution précisant les modalités et conditions relatives à la gestion du don par l'administrateur a été conclu entre le FIDA et la Banque mondiale (en sa qualité d'administrateur du Fonds du GCRAI) en décembre 2012. Par ailleurs, un accord d'exécution précisant les modalités d'exécution du programme ainsi que les arrangements fiduciaires concernant le don sera conclu entre le FIDA et l'IITA.
11. Le versement des fonds du don au bénéficiaire continuera d'être effectué par tranches, par l'intermédiaire de l'administrateur (la Banque mondiale), selon les conditions de l'accord de contribution et de l'accord d'exécution du don. Les décaissements seront effectués en fonction des demandes de retrait émanant de l'administrateur. Pour la première avance, la demande sera effectuée sur la base d'un plan de travail et budget annuel (PTBA) approuvé puis, pour les tranches suivantes, d'un état des dépenses du bénéficiaire et de ses états financiers annuels vérifiés. La première avance comprendra le montant devant être transféré par l'administrateur au bénéficiaire afin de couvrir les dépenses approuvées dans le PTBA concerné, plus une commission de 2% sur le budget du don retenue par l'administrateur au titre d'une quote-part convenue par tous les donateurs afin de couvrir, inter alia, le coût des dispositifs relatifs à l'assurance qualité indépendante, à l'audit externe et à l'évaluation indépendante.
12. L'IITA s'appuiera sur son expérience pour former des partenariats avec des ONG en vue d'organiser les agriculteurs en groupements de producteurs afin de leur délivrer des formations relatives à la production agricole et aux pratiques agricoles durables et de renforcer leurs compétences de gestion. Les ONG porteront une attention particulière aux jeunes impliqués à tous les niveaux de la filière du manioc. Le NRCRI sera chargé de faciliter la multiplication du matériel végétal et de fournir des installations destinées à la formation des agriculteurs, et à partir desquelles le Programme de l'IITA "Youth Agripreneurs", destiné aux jeunes entrepreneurs agricoles, pourra intervenir. D'autres partenaires collaboreront au programme, notamment des acteurs du secteur privé, des universités spécialisées, des industries et des fournisseurs d'équipement, qui contribueront aux activités à différents niveaux de la filière, ainsi qu'à la recherche sur la production et la transformation, au développement des produits, à l'intégration des questions de parité hommes-femmes, aux études socio-économiques et à la formation. Les parties prenantes de la filière auront accès à des financements auprès de banques commerciales en vue de financer leurs investissements.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

13. Le coût global du programme est estimé à 3,5 millions d'USD sur trois ans, dont 2,5 millions d'USD seront financés par le FIDA et 1,0 million d'USD par le GCRAI (en tranches annuelles de 0,33 million d'USD).

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
1	Salaires et indemnités	720	300
2	Matériel et équipement	530	179
3	Dépenses de fonctionnement	374	114
4	Formation	400	182
5	Frais de voyages	236	95
	Total des coûts directs	2 260	870
6	Frais généraux (9,5%)	240	130
	Total	2 500	1 000

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	The goal is to achieve food security and poverty reduction through enhanced use of agricultural knowledge and innovations	<ul style="list-style-type: none"> Productivity increase to 20ton/ha in family farms) and lower production cost by 15-20% 15-25% increase in profit margins for processors Food Security: increased access to wheat-cassava foods 	Monitoring/Evaluation surveys on income, employment, food markets, nutrition status.	<ul style="list-style-type: none"> macroeconomic stability Continued relevant policy and legal frameworks
Objectives	<ul style="list-style-type: none"> support the generation, dissemination of improved technologies for cassava production and processing to develop and pilot test integrated best-bet options for HQCF production, processing and marketing promote evidence-based models for sustainable value chain development. 	<ul style="list-style-type: none"> The cassava value chain structure understood and applied to establish priority research interventions Cassava productivity increased by 40% from 12.5ton/ha and the incremental profit margins accruing to bread bakers range between 15% and 30%. Minimum of 10,000 MT cassava flour processed by HQCF processors and delivered to bread bakers ; at least 10% cassava flour found in composite flour products (bread, biscuits, etc.) in local markets in WCA 	<ul style="list-style-type: none"> IITA periodic Centre Programme progress reports, evaluations and CRP 1.2 reviews Number of presentations at scientific congresses 	<ul style="list-style-type: none"> No interference of programme workflow by the line ministry or other collaborators Stakeholders' platforms have the necessary coordination structure
Output 1	<p>Output 1 Analysis and Synthesis of the structure and performance of the Nigerian cassava sector</p> <p>Output 2: Increased productivity of cassava Roots</p> <p>Output 3. Processing and Improved Technical Usability of HQCF</p> <p>Output 4: Market Development of HQCF</p> <p>Output 5: Knowledge Documentation and Sharing</p>	<p>Participatory HGCF value chain analysis conducted</p> <p>10 high yielding and disease resistant varieties tested in 20 demonstration plots/pilot sites,</p> <p>10 out-grower schemes and 20 cassava producer groups (existing as legal entities) established,</p> <p>10 processing plants adopt new mechanized HQCF processing technologies</p> <p>5 pricing, product and marketing strategies HQCF developed, Specific lessons learned from production, processing, bread making and marketing documented;</p> <p>2500 farmers, 10 medium- to large-scale processors adopt research results</p>	<p>Programme progress reports</p> <p>NACRI Annual reports</p> <p>CRP 1.2 Reports</p> <p>Reports from NGOs</p>	<p>Farmers will form cohesive groups with minimum conflicts</p> <div style="background-color: #cccccc; width: 100px; height: 15px; margin-top: 10px;"></div>
Key Activities	<ul style="list-style-type: none"> Establishment of out grower schemes Training of farmers, processor, NACRI staff and bakery operators Strengthening cassava farmers institutions/organization Establishment of quality testing laboratory Establish linkages with financial institution partners 	<ul style="list-style-type: none"> 10 out-grower schemes At least 5 contracts signed between the out grower farmers and processors; 2 500 farmers trained in production, 10 processing plants adopting quality HQCF to comply with good manufacturing practices (GMP); 20 training programmes for staff of collaborating partners, e.g. NACRI, Universities implemented. 1 quality testing laboratory established and assessment of micro-finance activities on cassava commercialization 		

Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA): Systèmes de production agricole intégrée pour les populations pauvres et vulnérables des zones arides

I. Contexte

1. La croissance économique, la sécurité alimentaire et la pauvreté rurale sont des défis majeurs dans de nombreuses zones arides du monde. Parvenir à une croissance durable est un défi rendu plus complexe par les contraintes qui pèsent sur le secteur agricole. Les ressources en eau renouvelables sont limitées, les pluies sont imprévisibles et très variables et il y a tout lieu de craindre que cette variabilité à court terme soit accentuée par des changements climatiques à plus long terme. Pourtant, ce secteur devrait être déterminant pour fournir des moyens de subsistance durables aux populations qui vivent dans les zones arides. Pour surmonter ces contraintes et améliorer les moyens de subsistance des populations rurales pauvres dans ces zones, il est nécessaire de développer et de diffuser des modèles, des options prometteuses et des systèmes de production novateurs et à l'épreuve du changement climatique. Pour éviter que l'adoption des options les plus prometteuses ne se solde par un échec (comme cela s'est produit dans le passé), trois contraintes principales sont évoquées et doivent être prises en considération: le faible impact économique; l'efficacité limitée des services de vulgarisation; et l'absence, ou la présence marginale, d'entreprises commerciales impliquées dans l'adoption ou le transfert des technologies.
2. Bien que les taux d'adoption des technologies soient très faibles, la demande de nourriture ne cesse de croître dans la vallée du Nil et dans l'Afrique subsaharienne, du fait de la croissance démographique, associée à la dégradation des terres dans les écosystèmes fragiles de ces régions. Cette situation a provoqué une expansion de l'agriculture dans des zones non traditionnelles, y compris des zones plus chaudes et plus sèches (par exemple, dans le nord-ouest du delta du Nil) et des zones traditionnellement non cultivées (par exemple, les zones de plaine en Ethiopie où le gouvernement encourage la culture du blé). Pour que la production agricole puisse répondre à la demande croissante de nourriture, il est nécessaire d'augmenter la productivité et d'améliorer les rendements des terres déjà cultivées. Il s'agira de développer de nouvelles variétés adaptées, résistantes à la sécheresse, à la chaleur, aux principales maladies et aux insectes nuisibles, et d'améliorer l'accès des agriculteurs aux intrants de production, aux engrais et aux crédits, entre autres.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

3. Les services de vulgarisation agricole financés par l'État sont actuellement insuffisants en termes d'infrastructures et de ressources humaines pour répondre de manière satisfaisante aux besoins des petits exploitants. Il est nécessaire d'améliorer l'échange d'informations et la recherche de solutions novatrices et de transférer les résultats vers une plate-forme opérationnelle intégrant une grande variété d'acteurs des secteurs public, à but non lucratif et privé. Le Rapport sur la pauvreté rurale 2011 réalisé par le FIDA souligne la nécessité de développer des solutions technologiques appropriées pour surmonter les contraintes de productivité agricole et les défis environnementaux, climatiques et commerciaux auxquels sont confrontés les petits agriculteurs. Le programme proposé vise à contribuer à l'amélioration de la viabilité économique des petites exploitations agricoles dans les zones arides.
4. Le programme proposera des technologies prometteuses à l'épreuve du changement climatique. Il permettra d'améliorer la résilience en favorisant

l'adoption de technologies appropriées, en améliorant la disponibilité des intrants de qualité et en adaptant la production agricole aux besoins de la filière par le biais d'une plate-forme opérationnelle innovante qui intégrera les travaux de recherche. La conception du programme sera entièrement intégrée aux projets financés par le FIDA, en vue d'accélérer la reproduction à plus grande échelle à travers des modèles opérationnels. Un atelier de lancement, dans chacun des pays concernés, permettra de mettre en place une étroite collaboration entre les membres de l'équipe du programme. Il sera suivi d'un atelier de lancement à l'échelle régionale et d'un programme structuré de suivi-évaluation. Le programme mettra au point un plan de travail progressif avec les utilisateurs finals ciblés qui possèdent les connaissances et sont susceptibles d'influencer les agriculteurs, les groupements d'agriculteurs, les institutions, les associations et les décideurs. Il soutiendra également les organisations paysannes afin d'accélérer l'adoption des technologies les plus prometteuses.

5. La proposition s'appuiera sur les options ou éléments technologiques élaborés lors de la mise en œuvre du Programme régional de la vallée du Nil et de l'Afrique subsaharienne au Yémen.

III. Le programme proposé

6. L'objectif général du programme est d'améliorer les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles qui vivent dans la vallée du Nil et en Afrique subsaharienne, à travers la recherche de solutions innovantes qui seront intégrées au sein d'une plate-forme opérationnelle. Le programme consolidera les technologies qui tiennent compte des questions de parité hommes-femmes, en les testant à grande échelle. Des projets spécifiques financés par le FIDA ont été identifiés en vue d'établir des liens avec le programme, et de déterminer des moyens spécifiques de faciliter leur mise en œuvre. Ainsi, le don contribuera directement à la réalisation des buts et objectifs de ces projets.
7. Les objectifs du programme consistent à :
 - a) développer des options prometteuses et des modèles technologiques testés et attestés, qui tiennent compte de l'égalité entre les sexes, rentables et à l'épreuve du changement climatique; et
 - b) faciliter un cadre politique et institutionnel permettant d'accélérer la reproduction à plus grande échelle de ces technologies.
8. Le programme fournira des technologies prometteuses, qui tiennent compte de l'égalité entre les sexes, à l'épreuve du changement climatique, faciles d'utilisation et peu coûteuses à environ 5 000 petits agriculteurs, en vue d'améliorer leurs moyens de subsistance.
9. Le programme durera deux ans et il comportera deux grandes composantes :
 - a) composante 1: modèles/paquets technologiques rentables et à l'épreuve du changement climatique; et
 - b) composante 2: cadre politique et institutionnel en vue d'accélérer la reproduction à plus grande échelle.

IV. Produits et avantages escomptés

10. **Les résultats liés à la composante 1 sont les suivants:**
 - des options ou éléments technologiques consolidés et validés dans le cadre de discussions participatives avec les parties prenantes; et
 - une analyse de la rentabilité économique des options sélectionnées.

11. Les résultats (dans le cadre des projets financés par le FIDA) liés à la composante 2 sont les suivants:

- des agriculteurs en situation d'adopter des options commerciales et de production;
- développement des options commerciales les plus prometteuses en vue de leur adoption; et
- identification des meilleures formes de relations et de liens entre les organisations paysannes et les prestataires de services (contrats, coopératives, etc.) pour réaliser des économies d'échelle et garantir la durabilité de la reproduction à plus grande échelle des options retenues.

12. Les avantages escomptés sont les suivants:

- les petits exploitants acquièrent des compétences leur permettant d'identifier et de participer à des activités agricoles génératrices de revenus pour améliorer leurs moyens de subsistance;
- les organisations paysannes et les associations d'agriculteurs sont renforcées et capables d'exiger de meilleurs services; et
- les options les plus prometteuses et commercialement rentables sont reproduites à plus grande échelle.

V. Modalités d'exécution

13. L'ICARDA sera responsable de la gestion globale du programme et de l'élaboration des rapports financiers et techniques soumis au FIDA. Il coordonnera les activités du programme par l'intermédiaire de son bureau régional au Caire, en Égypte. Un CPP sera formé et sera composé d'un directeur, assisté d'un coordonnateur national et de représentants de toutes les agences d'exécution. Le CPP sera responsable de l'exécution du programme dans chaque pays conformément aux plans de travail et budget annuels approuvés. L'ICARDA sera responsable de l'assistance technique et du renforcement des capacités et fournira le matériel de recherche. La contribution de tous les partenaires d'exécution à la synthèse des résultats sera facilitée grâce aux réseaux régionaux déjà établis par le programme, à des visites d'échanges et à des ateliers.
14. L'exécution du programme se poursuivra conformément aux procédures de gestion financière et aux directives du FIDA concernant la passation des marchés, la comptabilité, la communication de l'information financière et l'audit, ainsi qu'aux dispositions et exigences d'ordre fiduciaire. Un accord de contribution précisant les modalités et conditions relatives à la gestion du don par l'administrateur a été conclu entre le FIDA et la Banque mondiale (en sa qualité d'administrateur du Fonds du GCRAI) en décembre 2012. Par ailleurs, un accord d'exécution précisant les modalités d'exécution du programme ainsi que les arrangements fiduciaires concernant le don sera conclu entre le FIDA et l'ICARDA.
15. Le versement des fonds du don au bénéficiaire continuera d'être effectué par tranches, par l'intermédiaire de l'administrateur (la Banque mondiale), selon les conditions de l'accord de contribution et de l'accord d'exécution du don. Les décaissements seront effectués en fonction des demandes de retrait émanant de l'administrateur. Pour la première avance, la demande sera effectuée sur la base d'un plan de travail et budget annuel (PTBA) approuvé puis, pour les tranches suivantes, d'un état des dépenses du bénéficiaire et de ses états financiers annuels vérifiés. La première avance comprendra le montant devant être transféré par l'administrateur au bénéficiaire afin de couvrir les dépenses approuvées dans le PTBA concerné, plus une commission de 2% sur le budget du don retenue par l'administrateur au titre d'une quote-part convenue par tous les donateurs afin de

couvrir, inter alia, le coût des dispositifs relatifs à l'assurance qualité indépendante, à l'audit externe et à l'évaluation indépendante.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

16. Le coût global du programme est estimé à 2,5 millions d'USD, dont 1,5 million d'USD (sur deux ans) seront financés par le FIDA et 1,0 million d'USD par le GCRAI (en deux tranches annuelles de 0,5 million d'USD). Le budget du programme par catégorie de dépenses est présenté dans le tableau ci-dessous.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
1	Salaires et indemnités	611	112
2	Équipement et matériel	187	400
3	Dispositifs de soutien	52	34
4	Formation	69	66
5	Ateliers/réunions	46	30
6	Consultants	280	186
7	Frais de voyage	60	40
	Sous-total	1 305	872
8	Frais généraux (13%)	195	128
	Total	1 500	1 000

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	<ul style="list-style-type: none"> Enhance smallholder farmers' livelihoods in the Nile Valley and Sub-Saharan Africa Region through innovative research to business (R2B) platform. 	<ul style="list-style-type: none"> 10% increase in household income 15% increase in the national adoption of improved production packages through innovative R2B platform. 	<ul style="list-style-type: none"> CRP 1.1 reports National agric. production data 	<ul style="list-style-type: none"> Enabling development strategies and policy environment Political stability
Objectives	<ul style="list-style-type: none"> Develop profitable and climate change-proof packages/models of tested and proven technology options. Facilitate the institutional and policy environment for an accelerated scaling up of these technologies. 	<ul style="list-style-type: none"> At least 1300 households in the targeted communities will benefit in terms of 30% increase in aggregate productivity by 2016. Recommended technologies reached an aggregate of at least 1000 farmers through R2B options. 	<ul style="list-style-type: none"> Programme reports and other Publications Programme M&E reports 	<ul style="list-style-type: none"> Continued national commitment to the programmes Farming communities full participation
Outputs	<p>1)Outputs related to specific Component 1:</p> <ul style="list-style-type: none"> Technology options or elements based on consolidated and validated through participatory stakeholder discussions. Analysis of economic profitability of the selected options. <p>Outputs related to specific Component 2:</p> <ul style="list-style-type: none"> Farmers organized to adopt production and commercial options; Best bet matured elements commercial options for adoption developed. Identification of the form of relationships and linkages between FO and service providers and ensure the sustainability of the scaling up of the adopted options. 	<ul style="list-style-type: none"> At least 10 improved biotic and abiotic stress tolerant crop varieties tested and validated; at least three improved technologies validated and verified under R2B for up-scaling; 25% increase in Water saving and 20% reduction in fertilizer application (irrigated systems); 20% increase in availability of animal feed under rain-fed systems. 6 Innovation Platforms (IP) established and 2 package (irrigated and rain-fed) scientific technologies generated and tested; at least 80% of the stakeholders IP adopt and use the commercial best bet options developed, at least 2 institutional changes introduced and implemented/IP for scaling up process & link farmers to service providers; and at least 2 commercial options developed and supported under IFAD loan projects 	<ul style="list-style-type: none"> Programme reports and documents Workshop proceedings Database GIS Maps socioeconomic surveys Policy option reports and workshops proceedings 	<ul style="list-style-type: none"> Political situation remains stable and climate changes on the governments agenda
Key Activities	<ul style="list-style-type: none"> Establishment of Innovation platforms Strengthening farmer's groups, institutions and organizations, Training farmers, implementers and extension staff in agronomy, water management and business Evaluation of decision making processes and incentives for adoption of improved farming practices. Promotion of Knowledge Management 	<ul style="list-style-type: none"> 6 IP (minimum) in the programme area established 2 Training programmes for farmers to cover irrigated and rain-fed farming systems. 2 reports on decision making processes (irrigated and rain-fed farming systems) 2 models developed for irrigated and rain-fed systems. 2 Communication d knowledge sharing plan for programme outputs (irrigated and rain-fed systems). 	<ul style="list-style-type: none"> Programme progress reports and CRP 1.1 Reports IFAD loan progress reports 	<ul style="list-style-type: none">

14

Centre international d'agriculture tropicale (CIAT): Renforcer la sécurité alimentaire et la résilience des systèmes agricoles en Afrique de l'Est grâce à l'adoption à grande échelle de pratiques agricoles intelligentes face au climat

I. Contexte

1. Les systèmes de production intégrée culture-élevage fournissent des moyens de subsistance aux deux tiers de la population de la planète et sont responsables de la moitié de la production céréalière mondiale et d'un tiers de la production de viande et de lait. La croissance démographique et les changements du régime alimentaire devraient stimuler la demande alimentaire mondiale à des niveaux sans précédent dans les décennies à venir, ce qui signifie que la production alimentaire devra augmenter de 60 à 70% en 2050 pour satisfaire la croissance de la demande. Bien que l'agriculture soit essentielle pour les moyens de subsistance de milliards de personnes, elle contribue de manière importante aux émissions de gaz à effet de serre. La sécurité alimentaire future dépend de la progression de la productivité de l'agriculture en dépit de sa vulnérabilité aux impacts prévus du changement climatique: la fréquence accrue des événements météorologiques extrêmes; des variations des régimes saisonniers des pluies et de la zone d'extension géographique de certains ravageurs et maladies; une baisse de la qualité du fourrage en raison de périodes de croissance plus courtes; et des périodes de stress dues à des températures élevées.
2. Les stratégies de développement visant à augmenter la production alimentaire dans des conditions climatiques variables tout en préservant les ressources naturelles et le système climatique devraient cibler en priorité les petits exploitants dans les systèmes de production intégrée culture-élevage, qui sont confrontés à de multiples difficultés. L'agriculture intelligente face au climat (AIFC) renvoie à des pratiques qui visent à optimiser les synergies entre trois objectifs interdépendants: la sécurité alimentaire, la résilience des systèmes agricoles et l'atténuation du changement climatique. Les pratiques d'AIFC au niveau des systèmes de production telles que l'agroforesterie, l'agriculture de conservation ou le silvopastoralisme sont susceptibles d'améliorer les performances globales des exploitations, y compris les moyens de subsistance et les avantages sur le plan climatique. Les systèmes de production culture-forêt-élevage sont un bon exemple de système amélioré. Ils améliorent la résilience des moyens de subsistance et la sécurité alimentaire grâce à la diversification de la production et ils permettent de piéger du carbone sur des terres réhabilitées et de réduire (atténuer) les émissions de méthane par unité de viande ou de lait grâce à des améliorations de l'alimentation destinée aux animaux.
3. Les données empiriques confirment les avantages multiples de l'AIFC au niveau mondial. On manque cependant d'informations sur la façon d'identifier, de vérifier et de cibler les innovations en matière d'AIFC au niveau local et de comprendre les mécanismes pour permettre leur adoption à grande échelle.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. Compte tenu de l'accélération du changement climatique et de la menace qu'il représente pour la sécurité alimentaire mondiale, il est urgent de mettre en place des mesures d'adaptation et d'atténuation. Le programme proposé établira les bases scientifiques nécessaires pour un ciblage stratégique des pratiques d'AIFC les mieux adaptées aux contextes locaux, en mettant l'accent sur les technologies permettant une meilleure gestion des terres et du bétail et un renforcement de la sécurité alimentaire mondiale. Il facilitera l'adoption de pratiques d'AIFC qui permettent aux agriculteurs de s'adapter au changement climatique et d'en

atténuer les effets, tout en améliorant la sécurité alimentaire. En particulier, il identifiera les pratiques qui permettent de maximiser la capacité d'adaptation, d'atténuer le changement climatique et d'améliorer la sécurité alimentaire dans les systèmes de production agricoles à petite échelle; il analysera les avantages environnementaux de ces pratiques à l'aide de données d'enquêtes réalisées en temps réel concernant l'état des terres et des sols et de systèmes améliorés de modélisation climat-agriculture; il identifiera les barrières sociales, politiques, économiques et environnementales à l'adoption de ces pratiques en Afrique de l'Est; et mettra en œuvre des pratiques d'AIFC appropriées aux conditions locales sur des sites du programme.

III. Le programme proposé

5. L'objectif général du programme est d'améliorer la sécurité alimentaire et la résilience des systèmes agricoles des petits agriculteurs qui pratiquent une agriculture mixte culture-élevage en Afrique de l'Est, tout en atténuant les effets du changement climatique grâce à l'adoption de pratiques d'AIFC à grande échelle. Cet objectif sera atteint en intégrant des méta-analyses des pratiques d'AIFC, des évaluations en temps réel de l'état des terres, la modélisation du choix des cultures les mieux adaptées, des évaluations socio-économiques, des analyses multidimensionnelles des avantages et des inconvénients et des évaluations participatives, au niveau des exploitations, en vue d'identifier, de tester et de mettre en œuvre les pratiques d'AIFC les mieux adaptées aux conditions locales.
6. Les objectifs du programme sont les suivants:
 - évaluer diverses pratiques d'AIFC et préciser leurs effets possibles sur la production alimentaire, les émissions de gaz à effet de serre et la résilience des systèmes de production agricoles;
 - mener des activités explicites de surveillance et de modélisation de l'état des sols et des conditions agronomiques et réaliser des analyses multidimensionnelles des avantages et des inconvénients afin d'identifier les pratiques d'AIFC les mieux adaptées aux conditions locales;
 - mettre en œuvre et évaluer les pratiques d'AIFC les plus prometteuses au niveau local en vue d'identifier les avantages perçus et les obstacles à leur adoption; et
 - reproduire à plus grande échelle et étendre les activités d'AIFC en Afrique de l'Est par le biais de la participation à des plates-formes d'apprentissage nationales et d'un projet de RAD de l'AIFC, impliquant l'élaboration de politiques stratégiques et la mise en place de partenariats de développement.
7. Les groupes cibles comprendront les petits exploitants agricoles, en particulier les femmes et les groupes marginalisés, les systèmes nationaux de recherche agricole, des décideurs et les entités de financement de la lutte contre le changement climatique. Ces groupes sont ciblés tout particulièrement en vue d'atteindre le résultat de développement intermédiaire concernant l'égalité entre les sexes établi par le Programme de recherche du GCRAI sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCAFS) dont le programme fait partie, à savoir, l'amélioration, pour les femmes et les groupes marginalisés, de l'accès et de l'utilisation des services et des informations relatifs au changement climatique et à l'atténuation de ses effets à travers le renforcement des liens avec les institutions, les programmes et les interventions, et à travers la participation aux processus de prise de décision. L'objectif est d'utiliser les technologies fondées sur des données scientifiques et des méthodes participatives axées sur les questions de genre afin de mieux informer les décideurs concernant les pratiques d'AIFC, en insistant sur le renforcement de la sécurité alimentaire et la production durable.

8. Le programme durera trois ans et s'articulera autour de quatre composantes principales:
- procéder à une évaluation documentaire des pratiques d'AIFC et déterminer leurs effets possibles sur la production alimentaire, les émissions de gaz à effet de serre et la résilience des systèmes de production;
 - mener des activités explicites de surveillance et de modélisation de l'état des sols et des conditions agronomiques ainsi que des analyses multidimensionnelles des avantages et des inconvénients afin d'identifier les pratiques d'AIFC les mieux adaptées aux conditions locales;
 - mettre en œuvre et évaluer les pratiques d'AIFC les plus prometteuses au niveau local pour identifier les avantages et les obstacles à leur adoption et déterminer les pratiques à évaluer en priorité sur le terrain; et
 - reproduire à plus grande échelle et diffuser les pratiques d'AIFC en Afrique de l'Est à travers la participation à des plates-formes d'apprentissage nationales et un projet de recherche agricole pour le développement de l'AIFC.

IV. Produits et avantages escomptés

9. Les résultats et avantages escomptés sont les suivants:
- une base de données et une bibliothèque virtuelle des pratiques concrètes d'AIFC en fonction des zones géographiques et agroécologiques, afin de documenter leurs effets sur la production alimentaire, l'atténuation du changement climatique et la résilience physique, sociale et économique des systèmes; et une méta-analyse des pratiques d'AIFC afin de comparer leurs effets à ceux des pratiques classiques;
 - une évaluation complète de l'état des terres et des sols, y compris l'identification des principales contraintes à la productivité et le ciblage stratégique des pratiques de gestion des terres sur les sites du programme et des analogues climatiques; des cartes des zones propices à certaines cultures à l'aide de modèles améliorés de prévisions climatiques et de croissance des cultures pour les divers scénarios du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat; et l'identification des pratiques d'AIFC les plus prometteuses à travers des analyses multidimensionnelles des avantages et des inconvénients, qui seront évaluées et mises en œuvre au niveau communautaire;
 - un résumé des barrières et des contraintes à l'adoption des pratiques d'AIFC du point de vue des agriculteurs, sur la base de preuves quantitatives (enquête par questionnaire) et qualitatives (ateliers, témoignages); la mise en œuvre des pratiques sélectionnées d'AIFC sur des sites de référence; et l'évaluation participative des pratiques d'AIFC mises en œuvre; et
 - des voies d'impact pour les pratiques d'AIFC, en tenant compte des obstacles perçus et des incitations pour les acteurs le long de cette voie, des politiques et des décisions mieux informées des gouvernements, des ONG et des communautés nationales de recherche grâce aux plates-formes d'apprentissage nationales et régionales, et des produits d'information axés sur la demande pour les programmes financés par le FIDA, en particulier leurs composantes financées dans le cadre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne.
10. **Avantages.** Les avantages à court terme de ces activités prendront la forme d'une meilleure sécurité alimentaire et d'une augmentation des revenus des ménages, bénéfiques importants pour les groupes cibles du FIDA, raison pour laquelle ce programme satisfait aux critères du guichet de financement du FIDA pour la RAD. Plus précisément, les avantages peuvent être classés en deux catégories: a)

l'amélioration des moyens de subsistance des petits exploitants ruraux grâce à l'augmentation des revenus et la concrétisation de la sécurité alimentaire; et b) la gestion durable des ressources naturelles dans le cadre de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets par le biais de l'AIFC. Le programme contribuera également aux résultats suivants:

- amélioration des pratiques de gestion des terres et des pratiques et techniques agricoles qui tiennent compte de l'égalité entre les sexes et qui sont à l'épreuve du changement climatique;
- renforcement des capacités humaines à gérer des risques climatiques à court et à long terme et à réduire les pertes dues aux catastrophes d'origine climatique; et
- développement et diffusion des connaissances sur les pratiques agricoles intelligentes face au climat dans le cadre de l'agriculture paysanne.

V. Modalités d'exécution

11. Le système de gestion du CCAFS sera également celui du programme proposé et comprendra un centre principal (et son conseil, CIAT), un comité scientifique indépendant (CSI) constitué sur la base des candidatures proposées par le GCRAI et Future Earth, et composé d'experts scientifiques et du développement, d'un directeur de programme et d'un comité de gestion du programme. Des chefs de groupes thématiques et des facilitateurs régionaux contribueront à initier et coordonner les activités en fonction des différents thèmes et régions, et constitueront le comité de gestion du programme. Le comité de gestion du programme sera responsable de la préparation des plans de travail et budget annuels, qui seront examinés par le CSI. Les recommandations du CSI seront soumises à l'approbation finale du conseil du CIAT.
12. L'exécution du programme se poursuivra conformément aux procédures de gestion financière et aux directives du FIDA concernant la passation des marchés, la comptabilité, la communication de l'information financière et l'audit, ainsi qu'aux dispositions et exigences d'ordre fiduciaire. Un accord de contribution précisant les modalités et conditions relatives à la gestion du don par l'administrateur a été conclu entre le FIDA et la Banque mondiale (en sa qualité d'administrateur du Fonds du GCRAI) en décembre 2012. Par ailleurs, un accord d'exécution précisant les modalités d'exécution du programme ainsi que les arrangements fiduciaires concernant le don sera conclu entre le FIDA et le CIAT.
13. Le versement des fonds du don au bénéficiaire continuera d'être effectué par tranches, par l'intermédiaire de l'administrateur (la Banque mondiale), selon les conditions de l'accord de contribution et de l'accord d'exécution du don. Les décaissements seront effectués en fonction des demandes de retrait émanant de l'administrateur. Pour la première avance, la demande sera effectuée sur la base d'un plan de travail et budget annuel (PTBA) approuvé puis, pour les tranches suivantes, d'un état des dépenses du bénéficiaire et de ses états financiers annuels vérifiés. La première avance comprendra le montant devant être transféré par l'administrateur au bénéficiaire afin de couvrir les dépenses approuvées dans le PTBA concerné, plus une commission de 2% sur le budget du don retenue par l'administrateur au titre d'une quote-part convenue par tous les donateurs afin de couvrir, inter alia, le coût des dispositifs relatifs à l'assurance qualité indépendante, à l'audit externe et à l'évaluation indépendante.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

14. Le tableau ci-dessous présente un résumé du budget et du plan de financement pour l'ensemble de la période de financement de trois ans. Le coût global du programme est estimé à 11,8 millions d'USD, dont 2,0 millions d'USD seront financés par le FIDA et les 9,8 millions d'USD restant seront financés par d'autres

donateurs, notamment l'allocation 2013 de la Commission européenne au GCRAI. Les contributions en nature du CCAFS, équivalentes à 400 000 dollars, ne sont pas comprises dans le tableau.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
1	Consultants	507	6 400
2	Biens, services et intrants	300	1 600
3	Coûts opérationnels	179	800
4	Salaires et indemnités	643	820
5	Frais de voyage	90	170
6	Total des coûts directs	1 760	9 790
	Frais généraux	240	0
	Total	2 000	9 790

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Overall goal: To improve food security and farming system resilience of smallholder mixed crop-livestock farmers in East Africa while mitigating climate change.	5-10% of farmers in Lesotho (TZ) and Rakai (UG) Districts are influenced by the programme and their livelihoods will be improved.		
Objectives	<ul style="list-style-type: none"> Objective 1: Desktop assessment of CSA practices and clarify their potential impacts on food production, the greenhouse gas balance and farming systems resilience Objective 2: Conduct spatially explicit monitoring and modeling of land health and agronomic suitability as well multi-dimensional trade-off analysis to identify locally appropriate CSA practices. Objective 3: Implement and appraise the most promising CSA practices at the local level to identify benefits and barriers to adoption and prioritize practices for evaluation in the field. Objective 4: Upscale and out-scale CSA activities in East Africa through participation in National Learning Platforms and a CSA AR4D pathway 	<ul style="list-style-type: none"> At least 10 CSA practices identified and their potential impact on food production assessed. Maps of soil health indicators across the benchmark are created and available. Database of soil and land health metrics is accessible. Fourteen model farms are established in each District. Policy-makers and implementers use demand-driven programme-generated knowledge for adoption 		<ul style="list-style-type: none"> Awareness and implementation of CSA practices leads to improved agricultural productivity. Farmers are interested in improving agricultural productivity. Partners understand and are interested in land health metrics and crop suitability modelling outputs. Farmers are willing to establish model farms and welcome on-farm visits. Policy-makers, NGOs and national research communities use the information generated to benefit local communities/farmers.
Outputs	<ul style="list-style-type: none"> Database and virtual library of empirical evidence on CSA practices. Meta-analysis of costs and benefits of CSA practices. Assessment of land and soil health. Crop suitability maps based on climate predictions and crop models for different IPCC scenarios (AR5). Identification of promising CSA practices through multi-dimensional trade-offs. Summary of barriers and constraints to CSA adoption, Implementation of selected CSA practices at benchmark sites Participatory evaluation of implemented CSA practices Impact pathways for CSA practices,; Better informed policy and program decisions by government, NGOs and national research communities Demand-driven knowledge products for IFAD programs, especially ASAP-financed components. 	<ul style="list-style-type: none"> Crop model outputs under different management and climate scenarios developed. Results of trade-off analysis are communicated Knowledge to enable widespread adoption. 	<ul style="list-style-type: none"> Programme Reports, CRP Reports NARS Reports 	
20				
Key Activities	<ul style="list-style-type: none"> assessment of land and soil health at CCAFS sites Analogues analysis for better strategic planning of land management Modelling farming systems combining soil and land health assessments with climatic data Analysis of trade-offs in CSA adoption 	<ul style="list-style-type: none"> 1 report: practices & associated environmental/social costs/benefits of each 1 biophysical baseline and M & E framework within a diversity of farming systems 1 strategic plan of land management options in EA under progressive climate change spatial and biophysical data to assess variability of crop productivity across landscapes 		

Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI): Possibilités d'améliorer l'agriculture paysanne en Afrique subsaharienne grâce à la gestion durable de l'eau, des terres et des écosystèmes

I. Contexte

1. La productivité agricole des terres en Afrique est très faible (un dixième ou moins de leur potentiel). C'est en partie une conséquence de la diminution des ressources en eau (en termes de qualité et de quantité) ainsi que d'une gestion inadéquate des écosystèmes, voire d'une surexploitation. Cette situation est aggravée par l'accroissement des populations urbaines et rurales et les effets du changement climatique.
2. Des décisions individuelles peuvent influencer sur l'évolution de ces paysages, mais pour que les changements soient durables, ils doivent être systémiques et être facilités et dirigés par des institutions qui soutiennent les collectivités. Le programme élaborera divers aspects de ce concept, notamment: la mise en valeur et la gestion de l'eau pour l'agriculture aux niveaux des pays et des régions; la gestion à l'échelle du paysage des services écosystémiques dans les systèmes agricoles et pastoraux; et la réutilisation des déchets dans les zones urbaines et péri-urbaines. Individuellement, ces activités répondent à de graves problèmes de développement. Ensemble, elles donnent une image plus complète du potentiel des pratiques de gestion de l'eau et des terres pour intensifier durablement la production agricole et ainsi réduire la pauvreté et améliorer la sécurité alimentaire et environnementale.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

3. Le programme soutient la recherche-action comme élément stratégique pour promouvoir la croissance économique; ainsi ses résultats permettront de mobiliser les partenaires locaux et nationaux pour assurer leur pleine appropriation d'un programme de recherche soutenu par le GCRAI: le programme Eau, terres et écosystèmes (ETE) cofinancé par la Communauté européenne et le FIDA. L'approche générale et la méthodologie consistent à:
 - a) mener des activités de recherches-action de terrain pour tester et mettre en œuvre de nouvelles idées et approches; le personnel des centres GCRAI travaillant directement avec les partenaires nationaux et locaux à la conception, la réalisation et l'évaluation des interventions spécifiques;
 - b) développer des approches communautaires qui impliquent les acteurs locaux, caractérisées par des discussions et des consultations préalables à toute intervention, par une participation de la communauté toute entière à la mise en œuvre et par une implication de la communauté à l'évaluation des répercussions avant une diffusion plus large;
 - c) documenter toutes les interventions, notamment à travers un suivi systématique des résultats et des avantages afin de promouvoir leur adoption;
 - d) rechercher des possibilités de garantir que la recherche est conçue pour avoir des répercussions au niveau des bassins et au niveau régional, le cas échéant;
 - e) établir des liens avec les structures de gouvernance existantes aux niveaux local, régional et national afin de favoriser la communication entre tous les acteurs;

- f) aider les décideurs nationaux, les investisseurs publics et privés et les chercheurs à développer, à concrétiser et à diffuser des politiques et des bonnes pratiques qui pourront être adoptées à plus grande échelle;
- g) soutenir les services axés sur la demande pour favoriser un renforcement des capacités des parties prenantes et des institutions locales en matière de gestion durable des ressources;
- h) assurer un fonctionnement à trois niveaux: i) au niveau régional, couvrant la recherche et l'évaluation des solutions et des modèles opérationnels innovants de gestion de l'eau agricole (GEA); ii) au niveau des pays, axé sur certains pays francophones et anglophones d'Afrique subsaharienne; et iii) au niveau du programme, à travers le pilotage et la mise en œuvre de solutions et de modèles opérationnels spécifiques de GEA; et
- i) investir dans la formation.

III. Le programme proposé

4. Le programme proposé est de nature multi-institutionnelle et pluridisciplinaire. Il est intégré dans le programme plus vaste ETE. Ses résultats contribueront directement à la réalisation des objectifs du programme de recherche du GCRAI et par conséquent à ceux du GCRAI lui-même; parallèlement, ils jetteront les bases pour de futurs travaux visant à améliorer et à reproduire à plus grande échelle les résultats du programme pour obtenir des résultats plus complets.
5. Les groupes cibles seront les suivants:
 - a) les femmes et les hommes ruraux sous pression en vue d'intensifier la production agriculture (y compris les populations pauvres et pastorales);
 - b) les décideurs politiques, les leaders de la société civile, les entreprises privées et les ONG; et
 - c) les chercheurs en tant qu'utilisateurs des résultats et des recommandations issus des travaux de recherche.
6. L'objectif du programme est de réduire la pauvreté rurale et d'améliorer la durabilité de la production alimentaire et la sécurité environnementale en Afrique en traitant plusieurs aspects du développement dans les zones terrestres, les bassins versants et les régions.
7. Le programme a trois objectifs principaux, à savoir:
 - a) améliorer la sécurité alimentaire, la sécurité environnementale et la gouvernance dans des zones sélectionnées à travers le développement simultané de plusieurs services écosystémiques (sols, eau, biodiversité);
 - b) améliorer la gestion de l'eau et des éléments nutritifs du sol aux niveaux du paysage et du bassin pour soutenir les moyens de subsistance en milieu rural et péri-urbain; et
 - c) renforcer les capacités des acteurs locaux à prendre des décisions éclairées en matière de fourniture de biens et de services relatifs aux pratiques, institutions et politiques de gestion des ressources naturelles (en particulier la GEA).

8. Bien que le programme comporte cinq composantes², ce don permettra de financer l'exécution d'une seule composante: reproduire à plus grande échelle des solutions en matière de gestion de l'eau agricole et autres innovations pour les ménages de petits exploitants agricoles en Afrique occidentale, centrale, orientale et australe, composante qui sera mise en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'IWMI.
9. Bien que ces cinq composantes soient autonomes, elles seront également intégrées, par le biais de partenariats, à travers les pôles de développement régionaux qui seront mis en place par le GCRAI pour les bassins des fleuves Volta-Niger, Limpopo-Zambèze et Nil. Cette intégration permettra non seulement d'établir des liens entre les résultats de chacune des cinq composantes du programme, mais aussi d'observer les activités et les résultats du programme à la fois dans le contexte des bassins et à l'échelle régionale. Compte tenu du laps de temps relativement court pour l'exécution de ce programme, les résultats consisteront principalement en l'élaboration de feuilles de route pour le futur et en leur présentation aux organisations nationales, régionales et communautaires responsables de la gestion à long terme des ressources en eau et des sols.

IV. Produits et avantages escomptés

10. Le résultat escompté de l'exécution de la composante est le suivant: les solutions de GEA testées et éprouvées sont reproduites à plus grande échelle par les parties prenantes et leurs plates-formes/organisations connexes, impliquées et informées, aux niveaux du programme, des pays et des régions.
11. Les avantages escomptés consistent en un renforcement de l'adoption des technologies éprouvées en vue d'améliorer les pratiques de GEA pour les communautés participantes, en particulier:
 - une amélioration des systèmes de gouvernance qui soutiennent une réforme politique efficace et l'adoption des meilleures pratiques de GEA;
 - un renforcement des capacités de suivi et d'évaluation de l'impact et de l'acceptabilité pour la mise en œuvre des meilleures pratiques de GEA; et
 - un renforcement des capacités et des installations locales et régionales qui permettent aux agriculteurs et à leurs institutions rurales d'assurer la valorisation, la gestion et les investissements en matière d'eau agricole.

V. Modalités d'exécution

12. L'IWMI sera l'agence d'exécution principale et collaborera avec la FAO pour la mise en œuvre des aspects du programme financés par le FIDA en vertu de son guichet destiné à la RAD, dans le cadre du programme global de recherche sur l'eau, les terres et les écosystèmes (ETE). Le directeur du programme ETE sera chargé d'assurer les synergies entre toutes les composantes du programme et de maintenir une communication et une collaboration efficaces avec le responsable du FIDA et d'autres cadres du FIDA et de la Communauté européenne. La FAO et l'IWMI codirigeront l'évaluation initiale des besoins : l'IWMI – dans les pays où elle est représentée – mettra à profit son avantage comparatif et son expertise dans le

² Les autres composantes du programme sont les suivantes:

- i) Améliorer la gestion de l'eau et la production alimentaire dans les bassins des fleuves Volta et Niger, exécutée par le programme régional de l'IWMI/ETE dans le cadre du Programme défi du GCRAI sur l'eau et l'alimentation, Afrique de l'Ouest);
- ii) Restaurer les paysages dégradés grâce à des investissements sélectifs dans la qualité des sols (dirigé par le CIAT, Afrique occidentale, orientale et australe);
- iii) Améliorer les services écosystémiques dans les systèmes pastoraux (dirigé par l'Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI), Afrique de l'Ouest et de l'Est);
- iv) Développer des opportunités commerciales pour la récupération et la réutilisation des ressources (RRR) à partir des déchets ménagers et agro-industriels dans les zones urbaines et péri-urbaines (IWMI en Afrique occidentale et orientale).

dialogue politique (notamment avec les systèmes nationaux de recherche agricole), tandis que la FAO s'appuiera sur son expertise et son expérience sur le terrain en matière de technologies de GEA pour traiter les questions de renforcement des capacités ainsi que d'autres questions connexes. Les exécutants (IWMI/FAO) seront tous deux responsables de l'interface avec les partenaires locaux, de la gestion du programme au jour le jour dans leurs régions, et – essentiel pour les voies d'impact – de la collaboration avec les responsables de pays et bureaux du FIDA ainsi qu'avec les unités de gestion des programmes. Un comité de gestion ETE examinera les résultats et examinera/approuvera les plans de travail et budgets annuels de ce programme, en vertu de sa responsabilité légale. Un comité consultatif, qui comprendra le directeur du programme ETE, sera créé et se réunira une fois par an, ou plus souvent le cas échéant, afin d'examiner les résultats et de fournir des conseils concernant toute adaptation qu'il serait nécessaire d'apporter au programme.

13. L'exécution se poursuivra conformément aux procédures de gestion financière et aux directives du FIDA concernant la passation des marchés, la comptabilité, la communication de l'information financière et l'audit, ainsi qu'aux dispositions et exigences d'ordre fiduciaire. Un accord de contribution précisant les modalités et conditions relatives à la gestion du don par l'administrateur a été conclu entre le FIDA et la Banque mondiale (en sa qualité d'administrateur du GCRAI) en décembre 2012. Par ailleurs, un accord d'exécution précisant les modalités d'exécution du programme ainsi que les arrangements fiduciaires concernant le don sera conclu entre le FIDA et l'IWMI.
14. Le versement des fonds du don au bénéficiaire continuera d'être effectué par tranches, par l'intermédiaire de l'administrateur (la Banque mondiale), selon les conditions de l'accord de contribution et de l'accord d'exécution du don. Les décaissements seront effectués en fonction des demandes de retrait émanant de l'administrateur. Pour la première avance, la demande sera effectuée sur la base d'un plan de travail et budget annuel (PTBA) approuvé puis, pour les tranches suivantes, d'un état des dépenses du bénéficiaire et de ses états financiers annuels vérifiés. La première avance comprendra le montant devant être transféré par l'administrateur au bénéficiaire afin de couvrir les dépenses approuvées dans le PTBA concerné, plus une commission de 2% sur le budget du don retenue par l'administrateur au titre d'une quote-part convenue par tous les donateurs afin de couvrir, inter alia, le coût des dispositifs relatifs à l'assurance qualité indépendante, à l'audit externe et à l'évaluation indépendante.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

Le coût global du programme est estimé à 5,7 millions d'USD, dont 2,0 millions d'USD seront financés par le FIDA et les 3,7 millions d'USD restant seront financés en vertu de l'allocation 2013 de la Commission européenne au GCRAI. Le budget du programme par catégorie de dépenses est présenté dans le tableau ci-dessous.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
1	Salaires et indemnités	406	1 840
2	Frais de voyage	300	310
3	Équipement et matériel	22	12
4	Coûts opérationnels	812	928
5	Formation	150	570
6	Ateliers / réunions	50	40
	Total des coûts directs	1 740	3 700
7	Frais généraux (13%)	260	0
	Total	2 000	3 700

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy Objectively	Verifiable indicators	Means of Verification	Assumptions
Goal	To reduce rural poverty and improve the sustainability of food production and environmental security in Africa through addressing multiple aspects of development in landscapes, river basins and regions	<ul style="list-style-type: none"> Increased productivity in landscapes Improved ecosystem services (water, land, other ES) Greater sharing of benefits amongst users of landscapes 	<ul style="list-style-type: none"> Secondary data Land surveillance Policy review 	
Objectives	<ol style="list-style-type: none"> 1. Improve food, environmental security and governance through simultaneous development of multiple ecosystem services (soil, water, biodiversity). 2. Improve water and soil nutrient management at landscape and basin scales for rural and peri-urban livelihoods. 3. Improve local stakeholders capacities to take informed decisions for provision of services and goods related to NRM practices, institutions and policies. 	<ul style="list-style-type: none"> Estimated benefits relating to specific single interventions and multiple services Valuation of soil, water and ecosystem benefits under crop and livestock systems A 5 per cent increased investment in food and environmental security in target areas Evidence of local and regional stakeholder engagement in institutions and networks of relevance to NRM 	<ul style="list-style-type: none"> Analysis of rural livelihoods Policy changes and reforms Analysis of sensitivity of livelihoods to soil and water conditions in basins Documentation of investments supported by WLE Local organisations and networks and their related activities, projects. 	<ul style="list-style-type: none"> Acceptance of the need to improve multiple aspects of development translates into concrete support within key organisations The identified AWMS opportunities and options fit the (farmer) institutional arrangements, co-opt existing delivery mechanisms and are aligned with the development objectives of the IFAD co-funded investment projects,
Output	Tried and tested AWM solutions are scaled by involved and informed stakeholders and their related platforms/organisations at project, country and regional levels	<ul style="list-style-type: none"> National AWM investment plans in 3/6 countries refer to broadly consulted AWMS elements Trade policy modifications proposed/effective in 2/6 countries refer to lifting import barriers for AWM related goods and services 30 per cent of IFAD co-funded PMU staff in 3/6 countries pro-actively refer to AWM K platforms for informed decision making 	<ul style="list-style-type: none"> Monitoring of CAADP, ECOWAS and ESA related initiatives and policies CoP/K-Network hits IFAD projects include AWMS investments in their portfolio and APWBs 	
Key Activities	<ul style="list-style-type: none"> country-level needs assessment, applied research in promising AWM Solutions technologies, training and mentoring, learning exchanges, development of policy briefs 	<ul style="list-style-type: none"> 3 AWM needs assessment reports for 3 countries in the project area Training 30 national staff on AWM 1 exchange programmes (at least) arranged for participating communities 6 policy brief/country on adoption of proven AWP technologies in the project area Institutional models for community AWM 		